

Nouvelle peau

Emasculée ? Pourquoi il est si difficile pour une pensée de droite originale d'émerger au sein des partis censés la représenter en France

Avec [Edouard Husson](#)

14/05/2017 - 09:38



Avec les possibles défections des juppéistes et des lemaïristes vers le parti d'Emmanuel Macron "LREM", une libération intellectuelle pourrait se faire chez Les Républicains en vue d'une régénérescence de la droite.

Alors que certains cadres LR pourraient rejoindre La République en marche, un tel événement pourrait provoquer une forme de libération de la pensée du parti lui-même. En quoi est-il possible de dire que si une forme d'intimidation morale a pu avoir lieu, à l'égard de la droite, par la gauche, ou la sphère médiatique, celle-ci a surtout été présente au sein de la droite elle-même ? En quoi cette partie de la droite a-t-elle pu contribuer à la "marginalisation" d'une pensée de droite au cours de ces dernières années ?

Edouard Husson : Vous avez raison: c'est au sein des Républicains eux-mêmes (l'ancienne UMP) qu'il faut chercher les causes de la défaite. Le parti a été surpris par la victoire de François Fillon aux primaires "de la droite et du centre"; mais alors que le résultat aurait dû faire réfléchir sur ce que voulait vraiment l'électorat, Les Républicains n'ont eu de cesse de vouloir gommer un positionnement "trop à droite". Même Fillon a été dans l'auto-dénégation: regardez comment, le lendemain de son spectaculaire rétablissement grâce à la manifestation du Trocadéro, il s'empresse de parler futures investitures aux législatives pour les candidats UDI au lieu de travailler un électorat conservateur qui n'était pas celui de Marine Le Pen. **Depuis l'échec de Sarkozy, dès qu'on a l'air trop à droite, chez Les Républicains, on se dépêche de réafficher son centrisme.** A partir du moment où Emmanuel Macron faisait campagne au centre, en ayant la jeunesse pour lui, c'était une attitude suicidaire de ne pas occuper raisonnablement mais avec professionnalisme des thèmes tels que la sécurité et la lutte contre le terrorisme, à commencer par la suspension de la participation à l'espace Schengen. Et cela d'autant plus que des réservoirs

considérables de voix se trouvaient à droite, refusant de rejoindre Marine Le Pen, qui s'obstinait dans sa ligne "de gauche".

Si l'on creuse plus profondément, **on est frappé du fait que l'histoire de la droite depuis 1974 est celle d'un ralliement de plus en plus marqué des "gaullistes" au giscardisme.** Certes Giscard perd le pouvoir en 1981 mais Jacques Chirac et son parti se rallient durant la décennie 1980 à un programme "libéral, centriste et européen". Depuis lors, on peut suivre en parallèle les scores toujours plus forts du Front national et le ralliement de l'ensemble de la droite au giscardisme. **Nicolas Sarkozy donne un coup d'arrêt provisoire à la percée électorale du Front national mais il ne va pas jusqu'au bout de la question qui est l'attente de protection des Français face aux effets de la mondialisation,** en sachant que l'euro enlève beaucoup de flexibilité à la politique française et donc empêche une protection efficace. Comme Sarkozy reste partie prenante du consensus giscardien de l'UMP et ne veut pas remettre en cause l'euro, il ne lui reste qu'à juxtaposer l'européisme et un "lepénisme édulcoré" (les formules sur le "*kärcher*", "*la racaille*", les assises de l'Identité nationale, le discours de Grenoble), régulièrement convoqué pour mobiliser l'électorat. Cette juxtaposition fait son effet en 2007 puis elle marche de moins en moins: Sarkozy n'est pas réélu en 2012 puis il perd les primaires en 2017.

Quelles sont les erreurs politiques qui ont pu être commises historiquement, depuis la Révolution, par les conservateurs, les réactionnaires, qui ont pu contribuer à une forme de marginalisation sur la scène politique ?

Edouard Husson : Si nous remontons jusqu'à la Révolution, le "**péché originel**" de la droite, c'est de ne pas avoir soutenu jusqu'au bout ce grand roi réformateur qu'est Louis XVI. Nous l'ignorons généralement mais l'historiographie, en particulier anglophone, a complètement changé, ces trente dernières années, la compréhension du règne de Louis XVI. Ce fut un grand réformateur entre 1774 et 1789, soucieux d'industrialisation du pays, d'éducation, de recherche scientifique, d'innovation technique mais aussi de protection sociale, d'amélioration des conditions de travail, de diffusion des progrès de la médecine. Louis XVI est aussi un ferme partisan du renforcement des assemblées régionales - à l'opposé du centralisme qu'imposera la Révolution. Lorsqu'il est confronté, à partir de 1788, à la fois à la révolte des privilégiés et à la montée en puissance du parti révolutionnaire, son objectif est de maintenir le cap de la construction d'un parlementarisme et de la réforme sans guerre civile. Contrairement à la réputation qui lui fut faite après 1792 (le roi faible et velléitaire) Louis XVI est une force de la nature, un très grand cavalier, un homme qui ne perd jamais de vue son objectif. Ce que l'historiographie la plus sérieuse nous dit, c'est qu'en juillet 1792, Louis XVI avait gagné son pari: quelques centaines de pétitions affluaient vers l'Assemblée félicitant "*le roi d'avoir préservé la Constitution au péril de sa vie*" le 20 juin 1792, lorsqu'il avait tenu tête pendant plusieurs heures aux émeutiers voulant le faire renoncer à son droit de veto. Robespierre, à l'issue du 20 juin 1792, constatant le renforcement de la position du roi, envisage de gagner Marseille en attendant des jours meilleurs. Le manifeste de Brunswick fait s'effondrer une victoire politique durement acquise. On sait aujourd'hui qu'il a été publié par les émigrés (avec l'appui des frères du roi, les futurs Louis XVIII et Charles X) contre la volonté de Louis XVI.

La droite ne s'est jamais remise de cette trahison envers le souverain qu'elle était censée défendre parce qu'elle n'a jamais tiré les leçons de cet immense ratage: l'incapacité à créer en France une monarchie parlementaire appuyée sur une forte décentralisation et une ambition scientifique et industrielle. Le XIXe siècle n' a pas vu l'émergence d'un équivalent du parti "Tory" (conservateur britannique) dont toute l'identité, aux XVIIe et XVIIIe siècles, s'est forgée sur la fidélité à la mémoire de Charles Ier (le roi renversé par la première révolution anglaise) et la nostalgie des Stuart. Ce qui ne l'a pas empêché d'évoluer, au contraire. **Il y a bien un grand "Tory" de l'histoire de France, c'est de Gaulle, monarchiste de regret et qui, sans que ce soit un paradoxe, enracine enfin la République dans l'ensemble de la population. Mais le parti qu'il avait créé abandonne pratiquement dès son départ le conservatisme et se rallie au libéralisme.**

Répétant la trahison de 1792, la "droite sans tête" (je préfère cette expression à "la droite la plus bête du monde") n'a eu de cesse de mettre à de Gaulle des bâtons dans les roues après son élection au suffrage universel en 1965. C'est d'abord le refus de la politique étrangère indépendante du Général. **La droite est souvent atteinte du "syndrome de Brunswick" - l'appel aux puissances étrangères pour guider la politique de la France** - éventuellement la mettre sous tutelle et de ce point de vue, Vichy représente le pire de la droite. En dénonçant la mauvaise gestion du dollar, en sortant du commandement intégré de l'Otan, en dénonçant la guerre du Vietnam, de Gaulle insupporte de plus en plus une droite au fond d'elle-même atlantiste et européiste. Pompidou est profondément choqué, par exemple, par le "Vive le Québec libre!" prononcé à Montréal en juillet 1967. Puis vient 1968: fin mai, le même Pompidou tente d'organiser une déclaration de "vacance du pouvoir" qui n'échoue que du fait du refus de Giscard d'entrer dans la combine; Mais le même Giscard lâche de Gaulle un an plus tard en refusant de voter oui au référendum sur la décentralisation. Et, comme nous le disions à l'instant, les décennies qui suivent ont été celles de l'abandon du gaullisme au profit du giscardisme (bientôt sans Giscard, trahi lui-même par les siens en 1981).

Dans l'hypothèse d'un départ des "lemairistes" ou autres "juppéistes" chez Emmanuel Macron, quelle ligne politique pourrait émerger de cette forme de "libération de la pensée de droite" ?

Edouard Husson : Il faut d'abord sortir de cette spirale infernale où nous n'avons le choix qu'entre une "droite d'en haut" qui ne sait pas très bien ce qui la différencie d'Emmanuel Macron (de fait, il n'y a aujourd'hui plus beaucoup de différence comme le montre le comportement d'un Bruno Le Maire) et une droite populiste qui se complait dans l'auto-exclusion permanente. Face à une droite établie qui néglige de plus en plus les classes populaires, certains ont cru que pour toucher le cœur du peuple, il fallait être violent et flatter la xénophobie. Ce faisant, l'électorat populaire a été enfermé dans une impasse. **C'est à la droite établie, en s'inspirant notamment de l'exemple de Theresa May, de construire une doctrine et un programme d'action qui puisse réconcilier "la droite d'en haut" et la "droite d'en bas".** Souvenons-nous de la refondation du parti Tory par Benjamin Disraeli, Premier ministre britannique dans les années 1870, pour réconcilier ce qu'il appelait "les deux nations". Disraeli, à l'époque, n'avait pas eu peur, par exemple, de prôner et mettre en oeuvre des mesures protectionnistes. Au-delà de la question de

l'équilibre des relations commerciales, l'élection présidentielle de 2022 se gagnera sur le thème de la protection de la société française. Un candidat désireux de rassembler les deux droites, celle "d'en haut" et celle "d'en bas", devra convaincre qu'il est le meilleur protecteur de la nation. L'enjeu de la protection contre les crises de l'euro, celui de la souveraineté numérique et, bien entendu, la lutte contre le terrorisme, la renégociation de Schengen sont des enjeux aussi importants que celui de la protection commerciale.

Si la droite, pour se renouveler, fait appel au meilleur de sa tradition, elle devra avoir, au-delà de l'enjeu de protection, une vision de l'avenir, une ambition pour le pays. **Le défi qui se pose est celui de l'insertion définitive de la France dans la troisième révolution industrielle.** La nouvelle génération d'industries nées de la révolution numérique est une chance pour le pays. D'abord parce que le numérique rend possible la relocalisation de l'emploi; ensuite, parce que la nouvelle révolution industrielle sollicite beaucoup la créativité et que les meilleurs aspects du système éducatif français peuvent y être mobilisés. Cependant, ne nous faisons pas d'illusion: mettre la France à niveau en matière éducative demandera un effort massif, ne serait-ce que d'investissement. Il ne s'agira d'ailleurs pas seulement de l'école mais de l'université ; la France a le potentiel d'être à la pointe de la recherche mondiale en ingénierie systémique, en science des données, en robotique, en intelligence artificielle. Là aussi, il faudra investir massivement. Le caractère stratégique de l'investissement dans l'université a été bien vu et mis en oeuvre par la période Sarkozy. Mais il faudra aller beaucoup plus loin pour être à la hauteur des enjeux de la transformation digitale.

Protection et retour à une grande politique industrielle appuyée sur un investissement massif dans la formation et la recherche: on voit se dessiner les contours de ce que pourrait être un conservatisme à la française. Il ne manque....qu'un Disraeli français.